Au cap de la bonne espérance

Autor(en): **Hervé, Florence**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **85 (1997)**

Heft 1403

PDF erstellt am: **27.04.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-281160

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

AU CAP DE LA BONNE ESPÉRANCE

Nomkuzola «mère de la sérénité» DR

Décor: le «township» appelé cyniquement «our home»: des cabanes de tôle, emboîtées les unes dans les autres, bâties sur le sable, sous le soleil brûlant. Khayelitscha, le bidonville noir en marge de la belle ville blanche du Cap.

C'est là que le projet des femmes, *Rape Crisis,* contre la violence sexiste est en train d'installer son deuxième centre d'informations. En 1993, on comptait près d'un million de viols. Brownwyn, avocate, est l'une des cinq collaboratrices permanentes de *Rape Crisis*, qui entre dans sa vingt et unième année d'existence. Au départ, centre S.O.S. pour les victimes de la violence sexuelle, *Rape Crisis* est aujourd'hui un centre d'information, un *lobby*, un réseau qui coopère avec d'autres centres de femmes au niveau national, et organise des séminaires. *Rape Crisis* est habilité à donner des cours spéciaux sur la problématique du viol pour les policiers, les médecins et les infirmières. Sharon et Margot, avocates du centre, viennent de publier une enquête sur la violence en collaboration avec l'institut de criminologie de l'université du Cap, ainsi qu'une brochure sur les droits des victimes. Aujourd'hui, il y a une douzaine de «shelters», maisons pour femmes victimes de violence sexuelle, six à Johannesburg, deux à Durban, une à Port Elizabeth.

La violence sexiste est sans doute le problème numéro un pour les Africaines. En 1995, le Président Nelson Mandela condamnait celle-ci lors de la Journée des femmes d'Afrique du Sud, le 9 août; de même, les 400 participantes de la conférence nationale «Women in Africa Won't Be Beaten - Unite to End All Violence». Un réseau était mis en place: «Empowering women against Violence». Sur le plan législatif, des premiers pas: l'adoption de la loi «Prevention to Family Violence» en 1993, pénalisant le viol dans le mariage. Et depuis les élections de 1994, il existe un Tribunal traitant uniquement des crimes de viol. *«C'est une chose qui n'existe nulle part au monde*, commente Sharon, *si l'on excepte le Zimbabwe.»* Et cela signifie que les avocat-e-s sont particulièrement qualifié-e-s en matière de violence.

Survivre

A un bon millier de kilomètres du Cap, se situe le Transkei, la patrie de Nelson Mandela chantée dans son autobiographie. Pays vert, et pourtant pays de misère. Le Transkei, homeland devenu 'indépendant' en 1976, faisant partie de l'Afrique du Sud depuis 1994, est l'une des régions les plus pauvres, avec une économie de subsistance et des infrastructures insuffisantes. La capitale Umtata, ville universitaire comprenant quelques 8000 étudiants et ayant un taux de chômage de 75 %, est une fois de plus sans électricité. Nous passons donc quatre soirées à la bougie, sans eau chaude chez Peggy au beau nom de Xhosa de Nomfundo, «la mère du savoir». Peggy, une universitaire ayant vécu de longues années en Allemagne, «matrone» de nombreux projets de femmes.

L'un de ces projets, *Mbekweni-Health Centre*, coopère étroitement avec l'université. Laura qui a travaillé comme infirmière et patronne d'une station d'essence, est l'âme de ce projet. *«Cela avance lentement, nous dit-elle, il faut du temps pour s'adapter. Mais il y a des changements, l'avenir se vit.»* Dans ce Centre de santé, elles sont une bonne cinquantaine de mères et d'enfants à attendre patiemment leur tour. Le Centre qui emploie un quarantaine de personnes, doit s'agrandir. *«Si cela ne marche pas, nous ferons du chahut, 'totoyi'»*, promet Laura qui s'occupe également d'un atelier de couture et d'une maternité dans le township de Ngangelizwe. Trouver des fonds, faire du *lobbying*, motiver les femmes et mettre la main à la pâte: c'est l'affaire de Laura.

Au nord d'Umtata, Nomkuzola, «mère de la sérénité», développe des projets de femmes. Qu'il s'agisse de coopératives de boulangerie, de couture, de ferme de poulets ou de développement d'un tourisme alternatif, Nomkuzola est sur place. Pour redonner vie à la campagne, pour aider à survivre. C'est de

son père, pasteur de l'Eglise méthodiste assassiné en 1978 par les racistes, que Nomkuzola a repris le projet *Isinamva*. Un projet de femmes, celles-ci vivant seules, les maris travaillant dans les mines. Sa devise: *«Va chez les gens, vis avec eux, écoute-les, fais des plans avec eux, travaille avec eux ... Non pas pour s'adapter, mais pour changer.»*

Initiatives féministes

Les femmes semblent donc prendre leurs affaires en main. Non pas qu'elles soient méfiantes vis-à-vis du gouvernement Mandela, mais parce que le processus d'amélioration de la vie des plus défavorisés, en premier lieu les femmes, va trop lentement. A côté des milliers de projets de femmes, il y a les organisations féministes traditionnelles, telle la Ligue des femmes de l'*ANC*. Celle-ci, créée en 1919, a joué un rôle d'avant-garde dans les luttes de libération. Ces dernières années, les querelles autour de la présidence d'une femme contestée, Winnie Mandela, (à nouveau impliquée dans l'assassinat d'un jeune garçon) ainsi qu'une redéfinition de ses buts, semblent l'avoir affaiblie. Il y a aussi des organisations nouvelles, telle que la *Women's National coalition* qui adoptait une Charte des Droits fondamentaux de la femme en 1993, et rassemble aujourd'hui les différents mouvements féminins et féministes, ou le syndicat des femmes *Self Employed Women's Union SEWU*, fondé en 1994 à Durban et regroupant 1500 femmes travaillant le plus souvent en tant que vendeuses de rues.

Au niveau des institutions, tout un système est mis en place, à commencer par l'adoption du droit fondamental à l'égalité, et de l'interdiction de toute discrimination en fonction du sexe dans la Constitution provisoire de 1993, de la proclamation d'une démocratie «non raciale et non sexiste» en 1994, de la Déclaration de la Journée de la femme d'Afrique du Sud en tant que jour férié, et de la ratification de la Convention de l'ONU sur l'élimination de la discrimination des femmes en 1995. Sans oublier l'installation d'un Bureau des femmes auprès du gouvernement en 1996. Quelques mesures à l'acquis du gouvernement: l'introduction de soins médicaux gratuits pour les femmes enceintes et les petits de 0 à 6 ans, ainsi qu'un repas gratuit à l'école.

Politique des quotas

La politique de *l'affirmative action*, cette discrimination positive des Noirs et des femmes dans tous les domaines, que ce soit dans l'enseignement, dans l'industrie ou au sein du gouvernement - le dernier remaniement ministériel reflète cette volonté de favoriser les défavorisés - fait l'objet de débats passionnés: une politique de quotas controversée, selon qu'on est blanc ou noir, homme ou femme. Michèle, enseignante blanche de retour au Cap après vingt années d'exil à Londres: *«La politique de la discrimination positive signifie: donner une chance à ceux et celles qui n'en ont jamais eue. Si je pose ma candidature et qu'il y a une femme noire, c'est elle qui obtiendra le poste, même si elle n'a pas la même qualification et la même expérience.»* La politique *d'affirmative action* a porté ses premiers fruits: on compte aujourd'hui 26,5% de femmes au Parlement (contre 2,8% de femmes blanches en 1958), trois femmes ministres, la porte-parole du Parlement. Par contre les femmes sont encore sous-représentées dans le milieu des affaires ou au Sénat (16 sur 106 membres). Une loi doit être prochainement votée là-dessus, pénalisant les entreprises qui ne prennent pas de mesures de promotion des femmes. Pour les services publics, des quotas sont prévus (30% dans les postes supérieurs des ministères).

Avortement légalisé

Sujet délicat et brûlant, les enfants non désirés. Ainsi Gail, l'une des collaboratrices de *Twilight*, un projet de maison pour les enfants des rues à Johannesburg: *«Chaque année, ce sont un million de bébés non souhaités qui voient le jour (33 % sont des enfants de teenagers) ... Peu de gens voient le rapport entre les enfants non désirés et les enfants des rues. Il existe et souvent j'entends dire: 'je n'aurais jamais dû naître!'»* Et chaque année, ce sont 200.000 avortements illégaux. 10 % des femmes en meurent, ou en subissent des séquelles. S'il n'y a pas de prise de position officielle des puissantes Eglises sur ce sujet, l'Eglise anglicane s'est prononcée favorablement sur la question de la contraception. Et dans une interview accordée au mensuel *Vogue* fin 1993, Desmond Tutu, archevêque de l'Eglise anglicane et prix Nobel de la paix, s'était montré compréhensif face à l'avortement: *«Pourquoi la femme devrait-elle supporter plus de grossesses qu'elle n'en désire, plus d'enfants qu'elle n'en peut correctement élever? ... Nous avons un respect infini de la vie, mais il faut bien avouer qu'il est des circonstances qui peuvent justifier l'avortement.»*

Au mois de novembre dernier, une loi autorisant l'avortement dans les trois premiers mois d'une grossesse a été votée après de virulents débats.

Si difficile que soit la situation économique et sociale, l'apartheid semble bien avoir engendré une culture de résistance et une société civile en mouvement. Les femmes en sont partie prenante au Cap de la petite espérance.

Florence Hervé

écrivaine-journaliste, responsable du magazine allemand «Wir Frauen»

Equipe du «Rape Crisis» de Capetown, DR